

# Communiqué de la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux

## PLFSS 2018 : Une présentation en trompe l'œil

### 4.2 Milliards d'euros d'économies à imposer aux assurés et aux salariés !

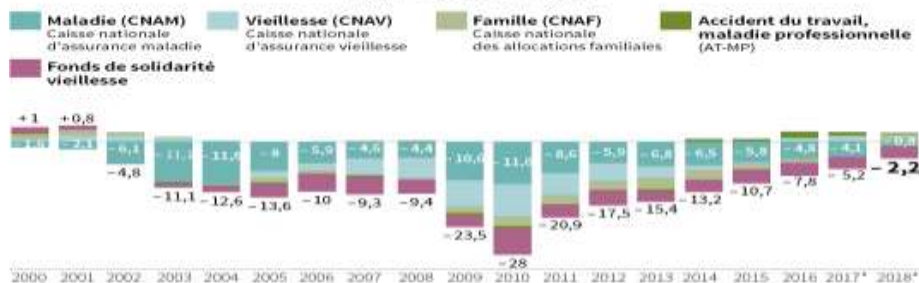
Aujourd'hui, la situation économique de la Sécurité sociale commence à s'améliorer. Les compressions de personnels, les déremboursements, les augmentations des forfaits journaliers et de « restes à charge », le gel des retraites, des allocations et des minima sociaux, tout pour concourir en effet à présenter un « bilan avantageux ». Mais personne n'est dupe.

Après des années de restrictions continues le gouvernement ose se présenter sous l'habit du « sauveur du système ». C'est affligeant, et pour en mesurer les véritables effets il suffit de voir dans quel état se trouve aujourd'hui notre sécurité sociale. Non content de présenter un bilan biaisé qui ne dit rien des conséquences désastreuses pour une large partie de la population, ce gouvernement continue à imposer des « allègements » de cotisations qui sont une façon détournée de reverser l'argent au capital tout en réduisant d'autant le financement de notre système de solidarité.

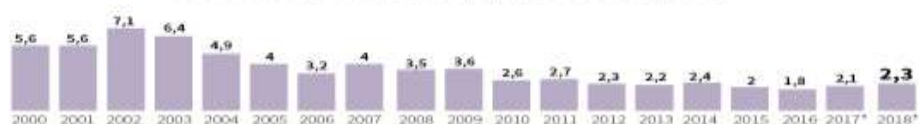
En 2017, le déficit cumulé du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), devrait atteindre 4,4 milliards d'euros, soit une diminution de plus de 3 milliards d'euros en un an. Plombé par le chômage, le FSV, qui verse le minimum vieillesse et les cotisations retraites des chômeurs, concentre la quasi-totalité du déficit (- 3,6 milliards d'euros). Avec trois de ses branches en excédent - accidents du travail, retraites et famille -, le régime général devient « proche de l'équilibre » avec un trou de 800 millions d'Euros. Le gouvernement a donc décidé de porter ses efforts sur la santé, avec 4,2 milliards d'euros d'économies prévues en 2018.

#### Vers un retour à l'équilibre pour la Sécurité sociale

SOLDES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
ET DU FONDS DE SOLIDARITÉ VIEILLESSE,  
EN MILLIARDS D'EUROS



ÉVOLUTION DE L'OBJECTIF NATIONAL DES DÉPENSES  
D'ASSURANCE-MALADIE (ONDAM), EN POURCENTAGES



.../...

.../...

Il faut donc continuer à limiter les dépenses de santé. Des mesures d'économies sont attendues du côté des hôpitaux, à travers la réduction des durées d'hospitalisation et le développement de l'ambulatoire.

Pendant ce temps les assurances privées déguisées ou non sous le nom de mutuelles qui rivalisent de frais commerciaux et de bénéfices distribués aux actionnaires sont considérées comme étant très bien gérées pour exiger le maximum d'argent aux assurés sur le risque maladie...

Les véritables mutuelles mises alors en concurrence avec ces assurances privées n'ont d'autre choix que de répondre à la course au rendement et au moins disant social.

Tout transfert de cotisation est un leurre puisqu'il entraînera obligatoirement une augmentation par la suite des assurances complémentaires. Les salariés paieront en dédouanant le patronat de ses obligations !

« Pour dépenser moins, la chasse aux gaspillages est ouverte ». Les administrations de la Sécurité sociale devront diminuer leurs frais de fonctionnement de 15 % sur les quatre prochaines années. Année après année les budgets alloués sont en diminution, en dix ans c'est 22000 emplois qui ont été supprimés dans la sécurité sociale, pendant que la charge de travail n'a cessé de croître.

La productivité a progressé de 24%, ce qui est énorme ! Et ils osent encore nous parler de « chasse au gaspillage ». Quel gaspillage ? Celui qui consiste à porter l'estocade dans le but de fragiliser plus encore l'édifice ?

Un PLFSS 2018 qui se concentre sur la réduction des moyens, qui ne dit rien de l'état tellement dégradé de notre système de soin, qui se tait sur le gel des prestations, qui vise à une économie de 4.2 milliards d'euros tout en supprimant une partie des cotisations sociales ne peut que creuser le sillon d'un état déjà dégradé de notre modèle social tout en accentuant encore les inégalités.

Plus que jamais le combat est nécessaire, il nous faut continuer à expliquer ce qui se trame vraiment pour refuser ce modèle inique et antisocial !

Montreuil, le 2 octobre 2017